

En Turquie les purges s'intensifient encore après le putsch raté

5 septembre 2016 | par Nicolas Cheviron

Cinquante jours après l'échec sanglant d'une tentative de coup d'État contre le gouvernement turc, les craintes des défenseurs des droits de l'homme se confirment. La répression contre les conspirateurs supposés est brutale, largement régie par l'arbitraire et mise à profit pour régler des comptes.

<https://www.mediapart.fr/journal/international/050916/en-turquie-les-purges-s-intensifient-encore-apres-le-putsch-rate>

Istanbul (Turquie), de notre correspondant.-

Dans la nuit du 1er au 2 septembre, le Journal officiel turc a publié une liste de plus de 43.000 agents de l'État expulsés par décret de la fonction publique en raison de leurs liens présumés avec l'organisation du prédicateur Fethullah Gülen, désigné par Ankara comme l'instigateur du putsch raté du 15 juillet. Ces suspects, dont la culpabilité n'a pas été confirmée par une décision de justice, sont définitivement bannis de tout emploi public, contraints de quitter leur éventuel logement de fonction sous 15 jours et privés de leur passeport. Sans possibilité d'appel. La décision était attendue, après sept semaines de chasse aux sorcières dans l'armée et l'administration, ayant déjà conduit à quelque 40.000 arrestations (dont plus de 20.000 ont débouché sur un placement en détention provisoire), environ 80.000 fonctionnaires – enseignants, militaires, magistrats, médecins... – suspendus et 7.000 autres limogés. Le coup n'en est pas moins dur à encaisser pour les militants des droits humains.

« On parle de 43.000 personnes, mais il s'agit en fait de familles entières qui sont frappées par chacune de ces exclusions, constate Emma Sinclair-Webb, enquêtrice de Human Rights Watch en Turquie. Tous ces gens sont condamnés au chômage, à ne pas pouvoir trouver d'emploi correspondant à leur expertise, bref à une sorte de mort civile. Et cela, le plus souvent, sans preuve décisive ou critère pertinent en dehors d'un vague étiquetage güleniste. »

L'activiste ne peut que réprover la très grande latitude offerte aux administrations par le régime d'état d'urgence, voté pour trois mois le 21 juillet, et la mise entre parenthèses simultanée des clauses de la Convention européenne des droits de l'homme.

« Dans chaque administration locale, il y a des gens assis en ce moment derrière leur bureau qui sont en train de dresser des listes de suspects », s'insurge-t-elle, soulignant que les décrets publiés en juillet considèrent le seul fait d'avoir été « en contact » avec le mouvement religieux de Fethullah Gülen comme un motif d'expulsion. « C'est terrifiant. Ils peuvent placer n'importe qui sur ces listes, toute personne qui leur déplaît – qui va les en empêcher ? »

Aucune voix ne se fait entendre en Turquie pour contester au gouvernement le droit de lutter contre les auteurs et complices de la tentative de coup d'État, qui a causé la mort d'au moins 240 personnes et d'une centaine de putschistes. Peu de citoyens doutent en outre de l'implication dans cette opération des réseaux gülenistes. Installé aux États-Unis depuis 1999, Fethullah Gülen est à la tête d'une "communauté" forte de plusieurs millions de fidèles, qui mène depuis trois décennies une politique d'entrisme dans les institutions turques, en particulier l'éducation nationale, la police, la justice et l'armée. Ancien allié du président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan, le prédicateur a soutenu celui-ci dans sa conquête du pouvoir en 2002 puis dans sa mise au pas de l'armée et des institutions hostiles à l'islam politique – au travers notamment de gigantesques procès pour des complots supposés –, avant de se retourner contre lui. Le lancement d'enquêtes pour corruption visant des proches d'Erdogan, fin 2013, a marqué le début d'une lutte à mort entre le chef religieux et l'homme d'État.

De nombreux Turcs s'inquiètent en revanche des critères retenus pour établir la culpabilité des suspects. L'éducation nationale a été touchée de plein fouet par les purges, avec près de 43 000 fonctionnaires suspendus, dont 28 000 ont été démis de leur fonction la semaine dernière, et un millier d'écoles privées fermées. Solidement ancré à gauche, le syndicat d'enseignants Egitim-Sen n'a été que marginalement atteint par le "coup de torchon", avec environ 200 membres suspendus.

Motifs invoqués : le fait d'avoir donné des cours dans un institut privé estampillé « Gülen » ou avoir placé son argent dans la mauvaise banque.

« *Un membre de ma section a divorcé et sa femme lui a demandé de verser la pension alimentaire sur un compte de la banque Bank Asya* », relate Görkem Dogan, un responsable stambouliote d'Egitim-Sen. Soupçonnée de financer l'organisation güleniste, Bank Asya, fondée en 1996, a été placée au printemps 2015 sous le contrôle d'une institution publique, le Fonds d'assurance des dépôts d'épargne, puis a vu ses activités suspendues le 18 juillet dernier. « *Cela a suffi à justifier sa suspension*, poursuit-il. *Idem pour un de nos instituteurs qui venait de se marier et qui a eu la mauvaise idée de prendre un coffre à Bank Asya pour y placer les pièces d'or qu'on lui avait offertes lors de la fête. C'était juste l'établissement le plus proche de sa maison.* »

Le quotidien à grand tirage *Hürriyet* évoque pour sa part, dans un article daté du 22 août, le lancement d'une enquête visant tous les propriétaires d'automobiles dont les plaques d'immatriculation contiennent les initiales du prédicateur, « FG ». La presse met aussi en exergue les procédures lancées contre des personnalités a priori peu susceptibles de participer activement à la réalisation d'un coup d'État, comme le footballeur Hakan Şükür et le comédien Atalay Demirci. Des errements qui révèlent la difficulté pour les autorités turques de faire la distinction entre les membres de l'organisation putschiste qu'Ankara accuse Fethullah Gülen d'avoir constituée et qu'elle désigne par l'acronyme Fetö, et d'autre part les simples fidèles du groupe religieux güleniste, la *cemaat* (communauté), les personnes qui ont été employées par une entreprise güleniste ou encore celles qui ont fait la promotion de son projet politique en toute bonne foi.

131 organes de presse, dont 45 journaux et 16 chaînes de télévision fermés depuis le putsch

Les médias en particulier pâtissent de cette répression indifférenciée. Les organisations de défense de la liberté d'expression dénombrent 74 journalistes arrêtés depuis le 15 juillet, pour la majorité en raison de leurs activités au sein de médias réputés gülenistes. Parmi eux figurent des grandes plumes de la presse conservatrice, comme Ali Bulaç – un ancien maître à penser d'Erdogan –, l'expatronte de presse et brève députée islamiste Nazlı Ilıcak ou le libéral Yavuz Baydar.

« *Ces grandes figures du journalisme turc sont accusées d'appartenance au groupe terroriste de Gülen, ce qui paraît totalement inepte, et d'avoir soutenu cette structure en lui conférant une légitimité, ce qui n'est pas une qualification relevant du droit et permet d'incarcérer à peu près n'importe qui* », relève Erol Önderoğlu, correspondant en Turquie de Reporters sans frontières (RSF). Selon le Journal officiel, 131 organes de presse, dont 45 journaux et 16 chaînes de télévision, ont par ailleurs été fermés peu après la tentative de putsch, entraînant le licenciement de plus de 2 000 journalistes.

Si les autorités turques ont la main lourde, elles ont aussi une tendance de plus en plus marquée à utiliser leurs pouvoirs élargis de répression contre des cibles dénuées de tout lien avec le coup d'État. Plus de 40 universitaires signataires d'une pétition réclamant l'arrêt des combats contre la rébellion kurde dans le sud-est de la Turquie font ainsi partie de la liste des révoqués publiée le 2 septembre. Une goutte d'eau dans l'océan des 2 346 fonctionnaires de l'enseignement supérieur ayant subi le même sort. Mais pour Görkem Dogan, il ne fait pas de doute qu'il s'agit là du « *premier pas d'une offensive contre la mouvance kurde* ». Le premier ministre Binali Yıldırım a par ailleurs annoncé dimanche la suspension prochaine de 14 000 enseignants supplémentaires, en raison de leurs connivences supposées avec la rébellion kurde.

Deux semaines plus tôt, des policiers masqués et équipés de fusils d'assaut avaient déjà investi les locaux du quotidien pro-kurde *Özgür Gündem*, fermé par décision de justice pour propagande en faveur d'une organisation terroriste, en l'occurrence le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), et y avaient interpellé sans ménagement 24 journalistes.

« *Ils nous ont tous tapé dessus au moment de l'arrestation – un agent m'a frappé dans le dos avec un objet en métal, j'ai ressenti une douleur terrible* », relate Gülfem Karataş, une journaliste de la chaîne IMC-TV, prise dans la rafle. « *Ils nous ont menotté les mains dans le dos et nous ont gardés dans leur véhicule pendant sept heures en nous traitant de traîtres, de semence d'Arménien, de*

semence de juif, de terroristes », ajoute la jeune femme, relâchée avec 21 de ses confrères après deux jours de garde à vue.

Membre honoraire du conseil de direction d'Özgür Gündem, une fonction symbolique acceptée pour exprimer son soutien au journal et à la liberté de la presse, la romancière turque Aslı Erdoğan, dont les ouvrages sont traduits dans une quinzaine de langues, a pour sa part été arrêtée à son domicile et placée en détention provisoire. Elle doit répondre des accusations d'appartenance au PKK, de propagande et d'actes de « provocation du peuple » au bénéfice de l'organisation rebelle kurde, à l'instar de la linguiste Necmiye Alpay, incarcérée le 31 août en dépit de son âge – 70 ans. Dans des notes publiées le 24 août par le quotidien d'opposition *Cumhuriyet*, Aslı Erdoğan, 49 ans (Mediapart s'était longuement entretenu avec elle lors d'un précédent reportage à Istanbul), décrit des conditions de détention difficiles : « *Je n'ai pas été frappée mais on ne me donne pas d'eau, qui constitue mon besoin le plus basique. [...] Mon pancréas et mon système urinaire ne fonctionnent pas mais on ne me donne pas depuis cinq jours mes médicaments. [...] On a uriné sur mon matelas. On ne me sort pas de cellule pour prendre l'air.* » Ses accusations ont été démenties par les autorités pénitentiaires, assurant que tous les besoins de la prisonnière étaient satisfaits.

Arrêtée pour les mêmes motifs mais relâchée moyennant une interdiction de sortie du territoire et un placement sous contrôle judiciaire, Eren Keskin, *pasionaria* turque des droits de l'homme depuis trois décennies, en est convaincue : ces procédures qui ciblent des personnalités publiques respectées et sans connexion profonde avec le mouvement kurde « *sont un message adressé aux autres intellectuels turcs* ». « *L'objectif est d'empêcher les manifestations de pacifisme et les gestes de solidarité* » en direction de la minorité kurde, affirme-t-elle.

Les nombreuses critiques sur les purges en cours et la mobilisation internationale en faveur d'Aslı Erdoğan ne semblent guère avoir de prise sur le président turc, qui a vertement répondu le 1er septembre à ses détracteurs, à l'occasion de la réception qui marquait la rentrée judiciaire. « *Nous n'avons pas donné l'ordre à nos forces de sécurité de tirer sur tous les putschistes*, a affirmé Erdoğan. *Nous avons dit : "attrapez-les et amenez-les devant la justice". Alors, la planète, pourquoi tu nous regardes comme ça ? Nous les attrapons et les livrons à la justice, et, pendant ce temps, vous commentez en disant "nous observons avec inquiétude". Est-ce que ce n'est pas faire preuve de grossièreté contre ce peuple ?* »

Au cours de la même soirée, Recep Tayyip Erdoğan a appelé à « *accélérer ce processus* » de nettoyage de l'administration. La démission, la veille, du ministre de l'intérieur, Efkan Ala, jugé trop mou par le président, a été largement interprétée comme le signal d'une intensification des purges. La publication récente d'un décret permettant la libération anticipée de quelque 38 000 condamnés de droit commun, relâchés pour faire de la place, laisse également présager la mise sous écrou de nombreuses autres cibles des purges, qu'elles soient liées à Gülen ou pas.